COMPRENDRE

L'ESPAGNE INSOLENTE

Elle augmente les salaires, protège le travail, régularise des personnes migrantes… et son économie ne s'effondre pas.

Et si le « réalisme » avait changé de camp ?

→

Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon

LE DOGME CRAQUE

Depuis quarante ans, on nous répète qu'il faudrait choisir : les droits sociaux ou l'emploi, l'accueil ou la prospérité, les services publics ou la croissance.

L'Espagne n'a pas aboli le capitalisme. Elle a simplement déplacé le curseur : davantage de salaires, de protections, d'investissements et de droits.

Le résultat n'est pas parfait.
Mais il pulvérise deux mots :
« impossible ».
« austérité ».



@miaoulenchon →

LES SALAIRES MONTENT

En 2018, le salaire minimum espagnol
était de 735 € brut par mois,
versés quatorze fois.

En 2026, il atteint 1 221 € :

+66 %.

Environ 2,5 millions de salarié·es sont concerné·es et les personnes rémunérées au salaire minimum sont exonérées d'impôt sur le revenu.

Le salaire redevient une politique économique, au lieu d'être une variable d'ajustement.



@miaoulenchon →

▼

LA PRÉCARITÉ RECULE

En juin 2018, 31,5 % des salarié·es espagnol·es occupaient un emploi temporaire.

En juin 2026, cette proportion est tombée à 12,3 %, après une réforme ayant fortement restreint l'usage abusif des contrats courts.

On nous promettait moins d'embauches. L'Espagne a surtout obtenu davantage de stabilité.

Protéger les salarié·es ne détruit pas mécaniquement l'emploi.



@miaoulenchon →

L'ÉCONOMIE TIENT

En 2025, le PIB espagnol a progressé de 2,8 %, bien plus rapidement que celui de la zone euro.

Au deuxième trimestre 2026, il avance encore de 0,7 %. Plus de 22,7 millions de personnes occupent désormais un emploi :

un niveau record.

Ces chiffres ne prouvent pas qu'une seule politique explique tout. Ils prouvent que le progrès social n'interdit ni l'activité ni la création d'emplois.



@miaoulenchon →

L'IMMIGRATION FAIT VIVRE

Les personnes étrangères représentaient 14,4 % de l'emploi espagnol en 2025, **mais 44 % des nouveaux emplois créés dans l'année.**

Le taux d'activité des personnes immigrées atteignait 69,3 %, contre 57,6 % pour les personnes nées en Espagne.

L'immigration n'est pas un « coût » abstrait : ce sont des vies, des savoirs, du travail, des cotisations et une population plus jeune.



@miaoulenchon →

RÉGULARISER
INTÉGRER

En 2024, l'Espagne a réformé son droit des étrangers pour faciliter l'accès au travail, aux études et au regroupement familial.

En avril 2026, elle a lancé une régularisation extraordinaire pour des personnes déjà installées depuis au moins cinq mois, sans antécédents pénaux.

La logique est simple : sortir de la clandestinité, ouvrir des droits et permettre de travailler légalement. L'intégration commence par l'égalité devant la loi.



@miaoulenchon →

PROTÉGER LES REVENUS

Depuis cinq ans, les pensions espagnoles sont revalorisées en fonction de l'inflation.

En 2026 :
+2,7 % pour les pensions en général ;
Environ +7 % pour les pensions ;
minimales +11,4 % ; pour les pensions non contributives et le revenu minimum.

Quand les prix montent, un gouvernement peut protéger les revenus. L'appauvrissement n'est jamais une fatalité comptable.



@miaoulenchon →

ÉLARGIR LES DROITS

L'Espagne a instauré un arrêt de travail indemnisé en cas de règles incapacitantes, renforcé l'accès à l'IVG et prévu la gratuité de produits menstruels dans plusieurs services publics.

Elle a aussi adopté une loi nationale pour l'égalité réelle des personnes trans et LGBTI.

Le progrès ne se mesure pas seulement au PIB. Il se mesure à la liberté concrète de disposer de sa vie, de son identité et de son corps.



@miaoulenchon →

LE LOGEMENT RÉSISTE

L'Espagne a engagé un plan de 7 milliards d'euros pour le logement entre 2026 et 2030.

Environ 40 000 logements détenus par la SAREB doivent rejoindre le secteur public, avec du foncier permettant d'en construire jusqu'à 55 000 autres.

Mais son parc social reste minuscule : autour de 3 %, contre 8 % en moyenne dans l'Union européenne.
Le volontarisme arrive tard et la crise demeure aiguë à ce niveau.



@miaoulenchon →

RIEN N'EST JAMAIS PARFAIT

Le chômage est passé sous les 10 % au deuxième trimestre 2026, son plus bas niveau depuis 2008. Mais il reste parmi les plus élevés d'Europe.

En 2025, 25,7 % de la population demeurait exposée à la pauvreté ou à l'exclusion sociale. Et la semaine de 37,5 heures sans baisse de salaire a été rejetée par le PP, Vox et Junts.

Une majorité progressiste peut agir. Ses compromis et sa fragilité ont aussi un prix.



@miaoulenchon →

CE QU'ELLE DÉMONTRE

L'Espagne ne prouve pas que toute dépense publique crée automatiquement de la richesse.

Elle démontre quelque chose de plus sérieux : augmenter le salaire minimum, sécuriser les contrats, accueillir l'immigration et protéger les pensions peut coexister avec la croissance et la création d'emplois.

Le débat ne devrait donc plus être :
« Est-ce possible ? »
Mais : « Qui voulons-nous protéger ? »



@miaoulenchon →

LE MIROIR FRANÇAIS

En France, les mêmes propositions sont déclarées « irréalistes » avant même d'être appliquées.

Pourtant, l'Espagne montre que relever les salaires, encadrer les contrats précaires, investir et régulariser ne provoque pas l'effondrement annoncé.

Le « sérieux économique » ne consiste pas à obéir aux marchés. Il consiste à produire, partager les richesses et améliorer réellement la vie de la majorité.



@miaoulenchon →

LFI VA PLUS LOIN

L'Avenir en commun propose notamment :

Le SMIC à 1 600 € net ;
L'indexation des salaires sur l'inflation ;
Un quota maximal de contrats précaires ;
Les 35 heures effectives
et 32 heures pour les métiers pénibles ;
La retraite à 60 ans ;
La régularisation des travailleur·euses,
étudiant·es et parents sans papiers ;
Le droit du sol intégral.

LFI assume également la confrontation avec les règles européennes lorsqu'elles empêchent l'investissement et le progrès social.



@miaoulenchon →

À NOUS DE CHOISIR

L'Espagne n'est ni un paradis
ni un modèle à copier aveuglément.
Mais ! Mais...

C'est une preuve politique :
une autre hiérarchie des priorités
est possible en Europe.

La question n'est plus de savoir si nous
pouvons augmenter les salaires, protéger
les droits et accueillir dignement.
La question est de savoir si nous
le voulons assez pour imposer ce choix.



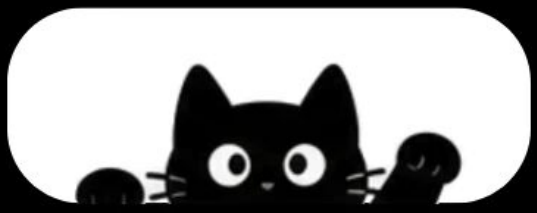
@miaoulenchon →

LES SOURCES :

- Gouvernement espagnol — Salaire minimum 2026
- Instituto Nacional de Estadística — PIB et emploi, deuxième trimestre 2026
- Instituto Nacional de Estadística — Enquête sur les conditions de vie 2025
- Fonds monétaire international — Article IV, Espagne, 2026
- OCDE — Étude économique de l'Espagne, 2025
- Commission européenne — Rapport pays Espagne, 2026
- Gouvernement espagnol — Régularisation extraordinaire, avril 2026
- Gouvernement espagnol — Plan logement 2026-2030
- Congreso de los Diputados — Vote sur la semaine de 37,5 heures
- Boletín Oficial del Estado — Lois sur les droits sexuels, trans et LGBTI
- L'Avenir en commun — Édition 2025, chapitres 8, 10 et 17

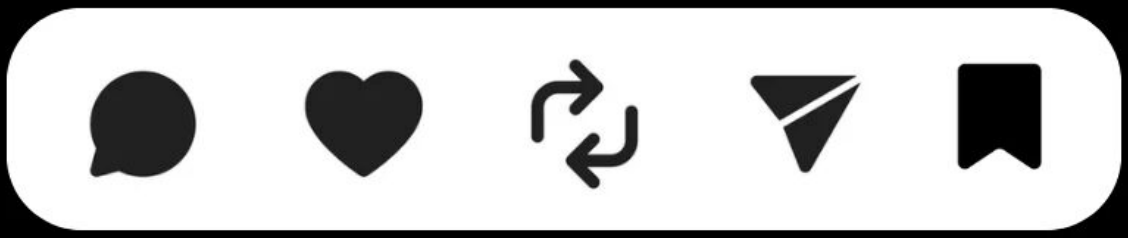


@miaoulenchon →



SAUVEGARDE CE CHARROUSEL ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.

Commentez, partagez et sauvegardez.



Et en 2027, faisons enfin gagner l'alternative.

MELENCHON 2027.fr



@miaoulenchon